

<https://ricochets.cc/SOS-Colombie-Chronique-d-un-massacre-annonce.html>



SOS Colombie : Chronique d'un massacre annoncé

- Les Articles -

Date de mise en ligne : lundi 2 novembre 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Lecture

[Cette arrestation violente de Javier Ordoñez par la police embrase la Colombie](#) par

[L'Obs-À»<https://www.youtube.com/user/nouvelobservateur>]

https://www.youtube.com/watch?v=80__4lgPUTQ&feature=emb_logo

Le lendemain, au cours d'une journée historique, des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour protester contre les abus de la police. Cette nuit-là, la rage de la population a entraîné l'incendie de 46 postes de police. L'un d'eux était celui dans lequel Javier a été détenu peu de temps avant sa mort.

Malheureusement, la brutalité et les abus de la police lors de cette journée ont été extrêmes et ont conduit à une répression terrible : plus de 13 personnes assassinées (dont 3 jeunes massacrées en même temps), 4 disparues et plus de 150 blessés, dont beaucoup avec des blessures par balle tirées par la police.

Le soutien de l'État ne s'est pas fait attendre. Au lieu de condamner les abus, le gouvernement national a décidé de militariser la ville et le président, qui est extrêmement peu populaire dans la ville, s'est déguisé en policier et a félicité le travail de l'institution. Le gouvernement a montré son visage le plus autoritaire : il a applaudi ceux qui, armes à la main, ont assassiné des manifestants munis de pierres et de bâtons.

Mais le meurtre d'une personne aux mains de la police est-il suffisant pour déclencher et expliquer les actes de violence cette nuit-là ? La mort de Javier est plutôt la goutte d'eau qui fait déborder le vase : les manifestations ne se sont pas produites de manière inattendue. Pour comprendre pourquoi la colère du peuple a explosé de cette façon, il faut remonter un peu en arrière, jusqu'à l'institutionnalisation du paramilitarisme avec les gouvernements d'extrême droite.

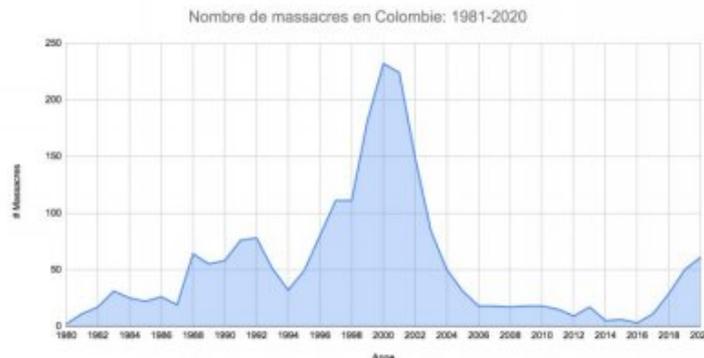
Perte d'espoir : la foi entre de mauvaises mains

Après l'échec des négociations de paix avec les groupes de guérilla entre 1998 et 2002, menées par le président Andrés Pastrana, le gouvernement colombien s'est radicalement tourné vers l'autoritarisme le plus provocateur. Le peuple a vu l'échec de la tentative de paix comme une offense, et une silhouette sombre a commencé à apparaître à l'horizon : un petit jeune homme, portant des lunettes et un poncho, qui savait parler au peuple dans le langage le plus direct et populiste. Il disait ce que le peuple voulait entendre, il promettait ce que le peuple avait cherché : la fin de la guerre, avec les moyens les plus rapides : moins de dialogue, plus de morts.

Ce personnage a plongé la Colombie pendant 8 ans (2002-2010) dans l'un des régimes les plus autoritaires et les plus sanglants du continent, le soi-disant gouvernement de « sécurité démocratique ». Son nom, aujourd'hui source de terreur pour beaucoup, résonne toujours avec vigueur dans le gouvernement national : Álvaro Uribe Vélez.

Uribe a été précédé par une période de terreur qui s'est emparée de la campagne colombienne. Après l'ère des grands barons de la drogue, à la fin des années quatre-vingt et au milieu des années quatre-vingt-dix, les guérilleros avaient réalisé une expansion considérable sur le territoire national, mais les élites locales, organisées et financées par des grands éleveurs, des propriétaires fonciers et des trafiquants de drogue, avaient formé de petits groupes armés d'extrême droite qui, en 1997, s'étaient unis au niveau national sous le nom des Autodefensas Unidas de Colombia (AUC).

Pour combattre les guérilleros, les AUC ont opté pour la stratégie de « supprimer l'eau des poissons », en se concentrant sur le massacre de civils dans les villes où les guérilleros étaient présents. La première étape de la violence paramilitaire, entre 1996 et 2000, a donc été marquée par une augmentation exorbitante des massacres de civils, semant la terreur et établissant une présence dans les territoires [1]]. Avec les populations déjà sous leur contrôle, la deuxième étape, entre 2000 et 2006, a été marquée par la poursuite des assassinats sélectifs de personnes considérées comme dangereuses pour le régime : dirigeants, syndicalistes, enseignants, étudiants, etc.



Source : *centre national de la mémoire historique, haut-commissaire aux droits de l'homme, indepaz.*

Non satisfait de cela, démontrant sa position politique, le congrès a invité les plus grands dirigeants des AUC en 2004 à justifier leurs actions violentes et anti-subversives. Ce jour-là, ils ont été applaudis par la majorité des sénateurs. Plus tard, on saura que le congrès était composé principalement d'hommes politiques liés à ces organisations de droite et que, soit ils y étaient arrivés avec leur argent, soit en faisaient directement partie (le phénomène serait connu sous le nom de parapolitique et impliquait plus de 78 % de congrès).

Le gouvernement d'Uribe, toujours en détournant les yeux, a décidé d'ignorer les crimes et de poursuivre ses négociations de paix avec les AUC, qui finiraient par se dissoudre en 2006. Son gouvernement fut marqué par des milliers de plaintes et de scandales : assassinats de dirigeants sociaux, assassinats de jeunes pauvres par l'armée, massacres de civils, dissimulation de preuves et, surtout, soutien aux groupes paramilitaires, qu'il avait lui-même contribué à institutionnaliser dans sa région lorsqu'il était gouverneur d'Antioquia sous le nom de CONVIVIR.

Dans ce contexte d'institutionnalisation du paramilitarisme, la violence et la peur ont réussi à coopter les institutions publiques et à créer des alliances avec le secteur privé. Mais quelque chose avait mal tourné. La promesse la plus importante d'Uribe n'avait pas été tenue : les FARC et l'ELN n'avaient pas été vaincus, et la prétention de mettre fin à la guerre sans mettre fin aux conditions qui l'avaient créée commençait à vaciller.

Le retour à l'espoir : la paix insipide

L'étudiant le plus remarquable d'Uribe, Juan Manuel Santos, qui était son ministre de la Défense, un homme appartenant à l'une des familles les plus riches du pays, fut élu président en 2010 avec le même discours. Force, sang et autoritarisme.

Arrivé au pouvoir, soutenu par les mêmes secteurs qui avaient soutenu le gouvernement précédent, mais dans une tournure inattendue, il avait surpris tout le monde en faisant l'une de ses premières apparitions publiques en serrant la main de Nicolás Maduro, président du Venezuela et fervent ennemi d'Uribe, et en reconnaissant son gouvernement comme légitime (avec des intérêts commerciaux évidents).

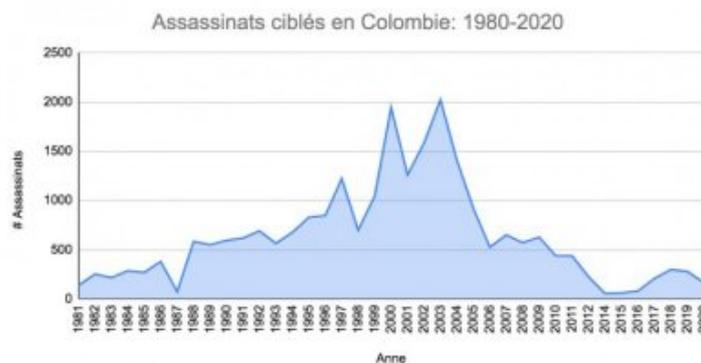
Au fil du temps, on a appris que ledit homme avait utilisé la plateforme Uribista pour arriver au pouvoir et, pendant

son mandat, promouvoir son propre agenda : la poursuite des politiques néolibérales, mais le changement de stratégie face à la guerre : plus de dialogue, moins de morts.

Son gouvernement fut marqué par les dialogues qu'il a commencé à établir avec la guérilla la plus forte du pays, les FARC, qui ont abouti après 4 ans de négociations à la démobilisation de ladite guérilla, ainsi qu'à l'engagement du gouvernement à transformer la société et l'État pour un avenir plus équitable et en minimisant la possibilité d'une guerre future.

Ici, l'une des grandes différences entre les groupes démobilisés a été envisagée : en 2006, les AUC n'ont rien demandé pour déposer les armes, seulement l'impunité pour leurs crimes. Pour eux, la société colombienne n'avait pas besoin de modifications. En 2016, pour la livraison d'armes, les FARC ont exigé des modifications fondamentales de la société colombienne : ouverture politique, garantie de vie, répartition des terres, garanties sociales, éducation universelle, entre autres.

Après la signature de la paix, il y eut une courte période de prospérité et de calme en Colombie. Depuis 2014, les massacres et les assassinats sélectifs sont tombés à des niveaux historiquement bas et la vie de nombreux combattants, militaires et insurgés, a été sauvée.



Source : centre national de la mémoire historique, haut-commissaire aux droits de l'homme, indepaz.

Les guérilleros ont commencé leur transformation en sujets politiques et, après avoir remis leurs armes, ils ont cru aux paroles du gouvernement. Malheureusement, l'histoire de la Colombie est assez répétitive. Les promesses n'ont pas été tenues et la transformation de la société d'aujourd'hui ressemble plus à un retour à l'ère du paramilitarisme qu'à une progression vers un avenir plus juste.

Épuisement social : le présent

Au cours des brèves années d'euphorie et d'illusion qui ont été vécues avec la signature de La Paz, de 2014 à 2016, tant les massacres que les meurtres sélectifs ont considérablement diminué, ce qui a donné une nouvelle lueur d'espoir dans le pays. Mais, aux élections présidentielles de 2018, un autre étudiant d'Uribe arriva, cette fois prêt à suivre de près son patron politique. Iván Duque fut élu président après des scandales d'achat de voix, de soutien des trafiquants de drogue (connus sous le nom de ñeñepolítica) et de fraude électorale.

Avec lui, le panorama a encore changé. Son parti avait fait campagne en promettant la destruction des accords de paix. Cela devint évident lorsqu'on regarde les chiffres de massacres et d'assassinats de dirigeants sociaux, qui ont recommencé à augmenter, passant de 40 massacres et 420 meurtres sélectifs entre 2012 et 2016, à 161 massacres et 950 meurtres sélectifs de 2017 à ce jour - avec, pour cette dernière année, au moins 61 massacres, soit plus d'un par semaine.

L'un de ces meurtres est celui de Dylan Cruz, un jeune de 18 ans récemment diplômé du lycée qui, le 25 novembre 2019, est sorti pour protester parce qu'il n'avait pas d'argent pour l'université et venait de se faire refuser une bourse. Il a été tué par la police anti-émeute de Bogotá.

Un autre s'est produit récemment. Le 24 septembre 2020, un homme a mis en ligne sur les réseaux une vidéo dans laquelle on le voit désespéré montrant sa petite amie, une femme trans nommée Juliana Giraldo, qui venait d'être tuée par derrière par des soldats de l'armée colombienne. Dans une société terriblement machiste, où être homosexuel est un crime suffisant pour être puni socialement, la réalité de l'autoritarisme de l'institution militaire s'est retournée contre Juliana.

Comme pour Javier Ordóñez ou Dylan, l'institution s'exprime pour dissimuler le fait. Avec Javier, quand on a finalement découvert qu'il avait été battu à mort au poste de police, les policiers impliqués ont affirmé qu'il s'était battu tout seul. Avec Dylan, c'était de la légitime défense contre un criminel. Avec la mort de Juliana, l'institution militaire déclare qu'il s'agissait d'un accident car la balle a rebondi du sol sur le corps de la victime. Tous les cas font toujours l'objet d'une enquête, mais il semble qu'aucun n'était un accident, mais plutôt une pratique courante dans les institutions militaires colombiennes : la force excessive et la violence.

Cette tendance tragique est à la hausse, chaque jour une personne de plus est tuée. Le massacre du peuple colombien se fait lentement par les paramilitaires, les nouveaux narcos, les institutions militaires, policières ainsi que les dissidents des anciennes guérillas.

Les cas sont nombreux et tous, ici réduits à des chiffres, portent des noms et représentent une tragédie ; la tragédie de Juliana, celle de Dylan, celle de Javier, celle de chacune des victimes des 61 massacres de cette année, la tragédie des dirigeants sociaux, des syndicalistes assassinés, la tragédie des disparus, celle des 222 ex-combattants des FARC assassinés, la tragédie d'une Colombie qui revient au paramilitarisme institutionnel.

Au moment où j'écris ce texte, un historien à la retraite, activiste et professeur d'université vient d'être assassiné à Medellín, son nom : Campo Elías Galindo.

Combien de sang faut-il encore pour condamner l'État qui, par omission ou complicité, est le coupable du lent saignement du peuple colombien ?

Ce sont les raisons qui poussent les gens à descendre dans la rue pour exiger des changements, car dans un pays où rêver est une condamnation à mort, la seule chose avec laquelle on peut se battre, c'est la vie.

La dernière chose qu'il nous reste est d'espérer que la phrase que le juge de la Chronique d'une mort annoncée (nouvelle de Gabriel Garcia Marquez) a écrite à l'encre rouge soit faux : « la fatalité nous rend invisibles », car cela se produit aujourd'hui et à la vue du monde entier, et nous ne voulons pas perdre l'espoir.

Post-scriptum :

[1] En Colombie un massacre est défini comme : une attaque perpétrée par un groupe armé contre la population civile qui fait 3 morts ou plus. Le nombre moyen de morts par massacres en Colombie est de 6 victimes.